



Organisation des Nations Unies

Transcription de la conférence de presse de la Représentante spéciale du Secrétaire général des Nations Unies en RDC, Bintou Keita, le 19 mai 2023 à Kinshasa

La conférence de presse des Nations Unies était animée à partir de Kinshasa par Mme Bintou Keita, Représentante spéciale du Secrétaire général des Nations Unies en République démocratique du Congo.

Représentante spéciale du Secrétaire général des Nations Unies en République démocratique du Congo [Mme Bintou Keita] : Bonjour chers journalistes et bonjour aux auditeurs qui nous suivent en direct sur Radio Okapi et sur les plateformes digitales de la MONUSCO. Nous sommes connectés également avec nos bureaux de Goma, Bunia et Bukavu.

Je reviens fraîchement de Kalehe, dans la province du Sud-Kivu où des pluies diluviennes ont frappé plusieurs localités, causant la mort d'au moins 423 personnes, des milliers de personnes portées disparues et laissant sans toits, dans un désarroi total plusieurs autres.

J'ai exprimé les condoléances du système des Nations Unies et ma solidarité face à ce drame aux autorités congolaises, aux familles des victimes et aux populations affectées.

Les agences, fonds et programmes du Système des Nations Unies travaillent étroitement avec les autorités provinciales pour apporter l'assistance nécessaire aux personnes affectées. J'appelle la communauté internationale, les bailleurs de fonds, les amis de la RDC et toutes les bonnes volontés à mobiliser les fonds nécessaires pour cette urgence humanitaire. Le coordonnateur humanitaire, M. Bruno Lemarquis, a déjà alloué 3 millions de dollars du Fonds humanitaire en RDC en assistance aux victimes, mais cela est loin d'être suffisant devant l'ampleur des besoins. Les autorités nationales et provinciales, les agences, fonds et programmes du système des Nations Unies, les ONG locales et internationales sont présentes sur place pour apporter assistance aux victimes et ont besoin d'appui.

Pour sa part, la MONUSCO va construire un pont temporaire sur la rivière Luzira pour faciliter l'accès des acteurs humanitaires nationaux et internationaux ainsi que celui de la population locale aux zones sinistrées.

La Mission est disposée à relayer le plaidoyer auprès des partenaires et à appuyer, dans la limite de ses moyens, les autorités nationales pour alléger les souffrances des populations éprouvées.

Le drame de Kalehe survient dans un contexte difficile marqué par un cycle de violences continues et d'abus des droits de l'homme dans la province de l'Ituri. Je condamne, avec la plus grande fermeté, ces attaques ignobles et inacceptables contre la population civile dont la responsabilité est en grande partie



Organisation des Nations Unies

imputée aux milices armées CODECO et dans une moindre mesure au groupe Zaïre. De décembre 2022 à ce jour, nos équipes ont pu confirmer qu'au moins 518 civils ont été tués, 170 blessés et 1 million de personnes déplacées (700.000 provenant du territoire de Djugu et 300.000 de Mahagi). Je tiens également à souligner que l'éruption de cette spirale de violences dans l'Ituri intervient quelques mois seulement après l'offensive du M23 dans le Nord-Kivu, ayant eu pour effet de concentrer les efforts militaires dans cette province pour faire face au M23. Cette situation a créé un vide sécuritaire dans la Province de l'Ituri dont ont immédiatement tiré profit les groupes armés, notamment CODECO, pour intensifier leurs activistes.

Je viens d'autoriser la publication d'un rapport sur la situation des droits de l'homme dans la province de l'Ituri en 2022. Ce rapport dresse un tableau grave qui nécessite un engagement immédiat et un effort collectif pour mettre fin à ce cycle de violences dont les populations civiles sont les premières victimes. En effet, en dépit des efforts fournis par les autorités, avec l'appui de la MONUSCO, nous avons noté avec inquiétude qu'entre janvier et décembre 2022, plus de 1.100 personnes ont perdu la vie dans la province de l'Ituri à la suite de l'activisme des groupes armés, notamment CODECO et Zaïre. Ces groupes s'en prennent impunément aux plus vulnérables, y compris ceux qui ont trouvé refuge dans les sites de déplacés.

Je réitère mon appel au calme et invite les différentes parties à cesser immédiatement les violences contre les populations civiles et à poursuivre le dialogue pour un retour définitif de la paix et de la cohésion entre les communautés.

Je m'inquiète également de la vague de violences communautaires dans le territoire de Kwamouth dans la province du Mai-Ndombe, son débordement dans les autres provinces ainsi que les risques que cela pose sur la sécurité, y compris alimentaire, dans la ville de Kinshasa à l'approche des élections.

Dans le Grand Nord, pour contrer la politique de terreur du groupe armé Forces démocratiques Alliées (ADF), les Forces armées de la République Démocratique du Congo (FARDC) et la MONUSCO ont lancé l'opération Apetina-Sana (à 50 km de Beni). Cette action conjointe a permis de démanteler les camps des rebelles ADF et d'améliorer la protection des civils. L'opération a aussi permis de restaurer l'autorité de l'Etat dans la zone et de faciliter le retour des populations déplacées.

Du 5 au 7 mai, j'ai assisté, en tant que membre de la délégation du Secrétaire Général des Nations Unies et aux côtés de son Envoyé spécial pour la région des Grands Lacs, à la 11^{ème} réunion de haut niveau du mécanisme régional de suivi de l'Accord cadre d'Addis-Abeba. Le sommet a fortement encouragé une évaluation indépendante, franche et sincère de la mise en œuvre de l'Accord cadre avant sa revitalisation pour renforcer la coopération entre les pays de la sous-région et appuyer les efforts régionaux de stabilisation de l'Est de la RDC.

Au Nord-Kivu, les processus politiques en cours ont permis une relative accalmie et un désengagement relatif du M23 de certaines positions au profit de la Force de la Communauté Est-Africaine. Je tiens toutefois à noter que le M23 contrôle toujours les axes et les territoires environnants, témoignant que leur désengagement n'est toujours pas total.



Organisation des Nations Unies

Je salue cependant cette accalmie permettant aux populations du Rutshuru de retrouver un semblant de vie normale, mais nous ne pourrions nous satisfaire de cette situation que lorsque le M23 respectera pleinement ses engagements d'opérer un retrait effectif des territoires concernés dans les meilleurs délais, et d'initier le désarmement et le cantonnement de ses combattants.

La MONUSCO est prête à soutenir ce processus et encourage les pays de la région et le gouvernement à s'y engager activement, en honorant les principes du P/DDRCS et du processus de Nairobi. Cela est d'autant plus important pour nous permettre de réorienter nos efforts dans la province de l'Ituri afin de répondre efficacement à la spirale de violences.

A ce propos, je salue l'engagement de S.E. Joao Lourenço, Président de la République d'Angola, médiateur de l'Union Africaine et Président de la CIRGL, et de S.E. Uhuru Kenyatta, facilitateur de la Communauté de l'Afrique de l'Est, communauté dont la présidence est en ce moment assurée par le Président du Burundi, son Excellence Evariste Ndayishimiye.

Je prends note de l'adoption par le Parlement d'une loi établissant la réserve armée de la République. Je suis inquiète de ce que ce mécanisme pourrait être interprété par les groupes armés comme un moyen d'intégrer les FARDC. J'invite les autorités congolaises à s'assurer que les ordonnances de mise en œuvre de cette loi assurent une cohérence parfaite avec les principes du P/DDRCS, et avec les engagements du gouvernement en matière de justice transitionnelle, de lutte contre l'impunité et de respect des Droits de l'Homme par les forces de défense et de sécurité.

En ce qui concerne les échéances électorales prévues fin 2023, la MONUSCO poursuit ses bons offices en faveur de la tenue d'élections transparentes, crédibles, inclusives et apaisées, et tenues dans les délais constitutionnels.

En effet, des élections de qualité participent à la stabilité politique et institutionnelle du pays, et permettront donc à la RDC de s'atteler à consolider son développement socio-économique. De telles retombées permettront de bâtir une paix durable et de favoriser le retrait responsable et définitif de la Mission.

A la demande de la CENI, déjà, plus de 150 tonnes de matériel pour l'enregistrement des électeurs ont été transportées par la MONUSCO dans les trois provinces où la Mission est encore présente : le Nord-Kivu, le Sud-Kivu et l'Ituri.

La MONUSCO encourage par ailleurs la CENI à tout mettre en œuvre pour créer la confiance avec les parties prenantes du processus électoral, à entretenir le dialogue et à prendre en considération les observations et les recommandations constructives des Missions d'observation, et enfin d'assurer un audit externe crédible et indépendant du fichier électoral.

Dans le contexte de la campagne électorale, la MONUSCO appelle les représentants de la classe politique à la retenue, et réitère ses appels à préserver la cohésion nationale, et à combattre le tribalisme et les discours de haine sous toutes leurs formes et d'où qu'ils viennent, notamment en engageant ou



Organisation des Nations Unies

en favorisant des poursuites contre les auteurs de tels abus en RDC et dans les pays où la RDC dispose d'une représentation diplomatique.

Faisant écho aux propos de son Excellence le Président Tshisekedi, la MONUSCO promeut le renforcement de la législation afin de prévenir et de punir sévèrement les abus. A ce sujet, la proposition de loi contre le tribalisme, le racisme et la xénophobie offre une opportunité que nous encourageons le Parlement à saisir au cours de la session ordinaire en cours.

La MONUSCO demeure pleinement engagée auprès du gouvernement et du peuple congolais pour créer les conditions d'un retrait responsable et durable des provinces où elle est encore déployée. Les discussions se poursuivent avec le Gouvernement pour faire avancer ce processus et nous avons tenu hier une réunion de travail fructueuse à ce sujet.

L'exemple de la province du Tanganyika fournit également de précieuses leçons que nous intégrons dans nos planifications. Les agences, fonds et programmes des Nations Unies ont, depuis le retrait de la MONUSCO, développé un plan de transition provincial avec les autorités congolaises identifiant les acquis à préserver.

La transition au Tanganyika démontre ainsi le bénéfice de la bonne coordination entre les autorités congolaises, la société civile la MONUSCO et l'ensemble du système des Nations-Unies en RDC. Nous sommes disposés à répliquer ce modèle dans les autres provinces où nous sommes encore présents.

Je soulignerais l'importance du renforcement de cette étroite collaboration avec les autorités congolaises et la société civile lors de mon prochain briefing au Conseil de sécurité prévu le 26 juin. Ce partenariat est essentiel pour faciliter le retrait graduel, responsable et durable de la mission conformément à la résolution 2666 du Conseil de Sécurité de décembre 2022.

Je vous remercie

Porte-parole de la MONUSCO par intérim [Ndeye Khady Lo] : Merci. Nous allons maintenant passer à la session de questions-réponses avec Kinshasa et nos bureaux connectés dans les secteurs. On commence par Kinshasa.



Organisation des Nations Unies

Question 1

Dieudo Mobenga Bil/ B-ONE Télévision : Ma question repose sur deux piliers, notamment sur le retrait d'abord de la MONUSCO, mais aussi des élections. À ce stade, quand vous parlez Madame de retrait ou de processus d'accélération, dites-nous clairement en termes de temps, jusqu'à quelle période, il y aura retrait effectif et comment cela va se procéder ? Aussi l'effectif actuel de la MONUSCO dans des zones où il y aurait retrait et donc qu'on sache combien il y a d'effectifs de la MONUSCO et après combien de temps ? Aussi par rapport à cette question, l'enveloppe du gouvernement congolais allouée à la MONUSCO restera la même ? Et c'est combien ? Restera-t-elle la même après le retrait, ça c'est ma [1ère] question ?

La deuxième, c'est en rapport avec les élections. Ici, vous parlez des élections crédibles, inclusives et autres, des zones touchées ou des zones occupées par le M23. Si la situation actuelle se maintient jusqu'en décembre et qu'il y ait des élections sans cette partie du Congo, parlera-t-on des élections inclusives ? Et ce que la MONUSCO sur ce point de vue-là, approuvera que ces élections soient inclusives ou qu'est-ce que la MONUSCO fait dans le contexte où il faudrait que des compatriotes aussi dans ces zones occupées par le M23 puissent participer aux élections ? Et dites-nous par rapport à ça, est-ce qu'elle la MONUSCO a accès à ces zones-là ? Quelle est la situation des droits de l'homme dans les zones occupées par le M23 ? Merci.

Représentante spéciale du Secrétaire général des Nations Unies en République démocratique du Congo [Mme Bintou Keita] : Merci pour les deux questions, juste pour être clair, le budget pour les opérations de maintien de la paix est ce qu'on appelle des contributions obligatoires. Donc il est important de rappeler que ce sont les États membres qui contribuent au budget de la MONUSCO et la RDC n'a pas un budget dédié pour la MONUSCO. Je crois qu'il faut vraiment être très clair. Il y a des contributions obligatoires, les pays qui sont les plus en avant pour ces contributions obligatoires sont les États-Unis, la Chine et plein d'autres pays. Donc je crois qu'il faut corriger cette impression que j'entends très souvent, que le budget de la MONUSCO est un budget qui provient de la République démocratique du Congo. Ce sont plusieurs États membres qui contribuent au budget de la MONUSCO. Ça, c'est un premier élément.

Le deuxième élément, je vous ai dit que nous sommes dans des discussions avec les autorités. Pas plus tard que hier soir, nous avons une discussion à la Primature avec différents ministres, Vice-Premiers ministres, ministres d'État, ministres pour préciser que nous avons entre maintenant et décembre 2023, des actions conjointes qui doivent être matérialisées et ensuite, dans le contexte d'un retrait, de regarder la période qui suit pour voir comment le transfert des tâches va s'effectuer entre la Mission, les agences, fonds et programmes du système des Nations Unies qui sont présents en RDC, aussi directement la RDC en tant qu'autorité, mais aussi les partenaires qui contribuent à aider la RDC d'une manière générale.



Organisation des Nations Unies

Donc, quand on me dit, il faut donner plein de détails, je crois que la meilleure façon serait d'avoir une conférence de presse où nous sommes conjointement avec l'autorité gouvernementale, avec le pays et que nous communiquions ensemble pour ne pas donner cette impression qu'il y a d'un côté le gouvernement et de l'autre côté il y a la MONUSCO. Et donc ce principe est acquis au niveau des autorités et j'aimerais bien pouvoir répondre de façon détaillée à ces questions quand nous serons ensemble avec les autorités du pays.

L'autre question, c'est la question relative à ce qui se passe dans les zones occupées par le M23 ? Nous, nous avons fait un plaidoyer auprès de la CENI qui est pris en compte d'ailleurs puisqu'il s'agit de voir comment procurer des couloirs sécurisés pour les personnes déplacées internes qui se trouvent dans le Petit Nord et nous avons aussi un précédent en 2018 où certains territoires n'ont pas pu voter. Et ça s'est fait, je crois, c'était dans le contexte d'Ebola et ça a été rattrapé par la suite. Donc, il n'y a pas simplement comme on dit un dispositif fermé, il y a une ouverture pour regarder comment faire en sorte pour qu'il n'y ait pas de personnes qui soient désaffranchies de leur capacité à pouvoir voter au moment opportun, lorsque les scrutins seront ouverts.

Question 2

David Lupemba/ Actu7.cd (Goma) : Dans votre discours, vous êtes notamment revenue sur votre récente mission en Ituri. Vous êtes revenue sur les violences, en tout cas, atroces qu'il y a là-bas. C'est presque la même situation à Goma, vous savez que les deux provinces sont sous état de siège depuis 2 ans maintenant et la population civile craint jusque-là que cette mesure exceptionnelle qui n'arrive pas à produire les résultats voulus, risque même d'avoir un impact sur la tenue des élections. Vous, en tant que la MONUSCO, partenaire du gouvernement congolais, ce que vous en pensez ?

Représentante spéciale du Secrétaire général des Nations Unies en République démocratique du Congo [Mme Bintou Keita] : [...inaudible...] débattu publiquement. Moi, je le vois dans les réseaux sociaux, tout ce qui est débattu par rapport à ces questions, mais pour ce qui nous concerne, ce qui est important, c'est de faire en sorte que tous ceux qui doivent contribuer à voter puissent voter. Et que l'environnement dans le pays, quel que soit l'endroit où se trouvent les citoyens et les citoyennes qui doivent voter, puissent être dans un calme, dans un environnement apaisé. Et ça, c'est le principe que nous suivons avec tout le monde, y compris dans les plaidoyers que nous faisons auprès des différentes parties prenantes, et aussi auprès de la CENI. Après, la question de l'état de siège, vous le savez, ça fait l'objet de débat, d'évaluations diverses et variées par, à la fois les autorités elles-mêmes, mais aussi la société civile et d'autres communautés. Et là, je laisse à chacun avec l'évaluation de ce qu'il retire de la mise en œuvre de l'état de siège.

Question 3

Christian Kalonji/ Télé 50 : Dans votre discours, vous avez parlé des élections en République démocratique du Congo. L'opposition congolaise va donc manifester ce samedi, donc ce 20 mai, demain pour pouvoir exiger des élections crédibles et inclusives. Mais ma question est celle de savoir, parce que l'opposition a justement fait appel à la MONUSCO pour pouvoir



Organisation des Nations Unies

accompagner sa marche de demain. Est-ce que la MONUSCO a donné son feu vert pour le déploiement de ses éléments demain afin de pouvoir accompagner cette marche comme l'a demandé l'opposition ?

Représentante spéciale du Secrétaire général des Nations Unies en République démocratique du Congo [Mme Bintou Keita] : Cette question touche à l'état de droit ? La RDC est un pays souverain. Il y a toute la question de comment se déroulent les manifestations, comment est-ce qu'elles se mettent en œuvre ? C'est d'abord la responsabilité des autorités et donc de la Police nationale congolaise. Quand vous nous demandez « qu'est-ce que la MONUSCO va faire » ? C'est un peu comme si on devait être en première ligne et nous, ce que nous pouvons faire, c'est si [nous sommes] sollicités par la PNC et nous avons des éléments ici pour appuyer la PNC, nous allons travailler ensemble. Mais ce n'est pas à nous de dicter ce qui doit se passer et comment ça doit se passer. Le pays est souverain, il y a des règles qui régissent les manifestations publiques. Et nous comptons inciter tout le monde à être responsable pour ne pas aller dans ce que j'appellerais des confrontations, des violences de part et d'autre. Et donc pour moi, c'est ça, c'est la responsabilité d'exercer son droit dans un contexte pacifique.

Question 4

Serge Karba/ RTNC (Bunia) : Ma question est la suivante : comment la MONUSCO entrevoit son intervention aux côtés des FARDC et de UPDF dans les zones chaudes et Tshabi et Boga où il y a coalition pour essayer de traquer l'activisme des ADF dans cette région ? Parce que les populations locales de ces localités plaident pour le renfort des effectifs des éléments sécuritaires de cette région et surtout les renforts sécuritaires dans la région.

Représentante spéciale du Secrétaire général des Nations Unies en République démocratique du Congo [Mme Bintou Keita] : En ce qui concerne le plaidoyer pour le renfort de la présence de la MONUSCO à Tshabi et Boga, je tiens à préciser que dans le contexte de la manière dont nous sommes déployés, nous avons déjà une base permanente à Tshabi et d'ailleurs, je crois que je m'y suis rendue l'année dernière, à Tshabi et en plus, il faut savoir que dans la délimitation des zones entre les forces en présence, les opérations conjointes FARDC et Ouganda et aussi opérations conjointes FARDC et MONUSCO, les zones auxquelles vous faites allusion sont essentiellement sous les opérations conjointes FARDC et UPDF-Ouganda.

Et dans ce contexte-là, ce que nous, nous voyons maintenant par rapport justement aux exactions des ADF, c'est qu'il y a une priorisation maintenant par les FARDC d'opérations conjointes pour aller contre-attaquer en fait les ADF, et c'est la raison pour laquelle je vous ai donné dans mon discours préliminaire les résultats maintenant des opérations conjointes directes entre les FARDC et la MONUSCO.

Nous avons toujours et nous allons continuer à [faire le] plaidoyer pour l'augmentation des forces de sécurité, pas seulement pour nous, de la MONUSCO, puisque, comme je vous l'ai expliqué à cause de la situation dans le Petit-Nord, beaucoup de nos forces ont été redéployées de justement Tshabi, Boga



Organisation des Nations Unies

à Petit-Nord et la même chose a été faite par les FARDC. Donc maintenant ce qu'il faut, c'est arriver à une résolution de la situation avec le M23 pour faire en sorte que partout où il est nécessaire d'avoir les forces de sécurité nationales présentes ou provinciales, on va dire, et nous autres aussi de pouvoir redéployer la FIB par exemple qui est dans le Petit-Nord, de nouveau en plein effectif pour les zones de justement Tshiabi et Boga. Et là, ça va demander des discussions supplémentaires de coordination entre la MONUSCO et les FARDC, et les autres forces militaires qui sont en présence sur le terrain.

Question 5

Pamela Amunazo/ BBC : Madame Bintou Keita, en vous entendant parler, on a l'impression, c'est comme si la MONUSCO perdait en quelque sorte son mandat dans le Nord-Kivu. Pour commencer, il y a une partie qui est contrôlée par la East African Community [EAC], quel est le rôle de la MONUSCO ? Est-ce que la MONUSCO travaille avec ses équipes sur place ? Pareil pour l'Ituri, il y a l'armée ougandaise, UPDF, qui combattent. Quelle est la part une fois de plus, de la MONUSCO puisqu'aujourd'hui, on ne retrouve la MONUSCO que dans le Nord-Kivu, Sud-Kivu et l'Ituri. N'avez-vous pas l'impression d'avoir perdu deux provinces qui sont contrôlés justement par d'autres forces ? Merci.

Représentante spéciale du Secrétaire général des Nations Unies en République démocratique du Congo [Mme Bintou Keita] : Alors, je vous laisse à votre analyse, ma vision de la situation est complètement différente. Nous sommes bien dans le Petit-Nord, nous sommes bien dans le Grand-Nord, la base de la FIB est à Beni et je viens de vous parler d'opération directes entre les FARDC et la MONUSCO contre les ADF en termes de sécurisation de certaines zones. Je vous ai aussi parlé d'opérations dans le contexte de l'Ituri et, notamment, il y a des opérations à la fois conjointes et unilatérales de la MONUSCO contre les ADF, CODECO et Zaïre. Donc, votre constat ne correspond pas pour moi à la réalité de ce qui se passe sur terrain.

Maintenant, il y a à la fois des partenaires de la force régionale qui sont basés à Goma et avec lesquels nous travaillons en bonne intelligence en termes de coordination, de partage d'informations, partage de renseignements. Et la même chose pour ce qui concerne le Sud-Kivu, avec le déploiement de la bilatérale militaire avec le Burundi. Et, pour ce qui concerne l'Ituri, par rapport à cette zone où il y a l'Ouganda, c'est là où il faudra avoir un peu plus de coordination pour s'assurer qu'il n'y ait pas de restriction d'accès à l'intégralité de la partie qui est couverte par les opérations entre FARDC et Ouganda.

Donc voilà, ce sont les appels à la force régionale ou aux mécanismes ad hoc de vérification. Alors ce sont des appels qui ont été faits par la République démocratique du Congo. Nous sommes sur le même théâtre d'opérations, certes, mais comme je l'ai dit, il y a de la coordination, partage d'information et d'autres moyens de se soutenir entre force, en sachant qu'il est important de ne pas avoir ce que j'appelle des éléments fratricides, donc qui demandent une plus grande coordination entre tous.



Organisation des Nations Unies

Question 6

Jules Abalawi/ RTGA (Bukavu) : Ma question s'adresse à Mme Bintou Keita. Vous revenez tout récemment de Kalehe où on vit un drame humanitaire terrible. Je voudrais savoir êtes-vous satisfaite de l'aide que le gouvernement a apportée aux sinistrés ? De deux, qu'est-ce que la MONUSCO fait pour mobiliser la communauté internationale et d'autres organisations en faveur des sinistrés de Kalehe ?

Représentante spéciale du Secrétaire général des Nations Unies en République démocratique du Congo [Mme Bintou Keita] : Alors, vous me demandez de faire une évaluation ? Ce n'est pas mon rôle. Ce que je sais, c'est que quand j'étais présente à Kalehe, mercredi, les autorités nationales se sont déplacées à Kalehe, je crois qu'il y a trois ministres qui se sont déplacés, c'est ce que j'ai entendu. L'Assemblée provinciale aussi se trouvait à Kalehe. Et puis nous avons vu sur place beaucoup d'ONG internationales et locales et aussi les agences du système des Nations Unies qui sont dans le domaine humanitaire. Et c'est clair que, comme je l'ai dit aussi, dans mes propos liminaires, les besoins sont absolument énormes et il faut un collectif qui appelle à la mobilisation des ressources pour pouvoir aider ceux qui sont sur place puisque beaucoup ont perdu leurs maisons, beaucoup sont dans des situations extrêmement précaires.

Mais plus grave encore, c'est que les deux localités Bushushu et Nyamukubi se trouvent complètement enclavées parce que la route RN2 est coupée. Et donc ça sera un travail de titan de réouvrir cette route pour permettre le passage, pour en fait arrêter l'enclavement de ceux qui sont maintenant à cet endroit. Mais peut-être, la MONUSCO, encore une fois mon rôle, c'est d'avoir été sur place, de regarder ce qui se passe et de voir que les autorités travaillent avec tout le monde et qu'elles ont besoin d'appui supplémentaire. Et l'appui supplémentaire, ce n'est pas simplement en financement, c'est aussi en moyens, équipement et en ressources humaines pour faire le travail.

Et donc j'ai un appel que je reconfirme. J'ai fait un Oped que je pense vous allez pouvoir voir quand la communication stratégique se décidera à le disséminer pour dire la magnitude de cette catastrophe pour la RDC, c'est extrêmement grave et donc moi, j'aimerais voir un élan de solidarité à la fois national et aussi international. Et au-delà de ça, c'est aussi un appel pour que quand la solidarité s'exerce, qu'il y ait une coordination et une bonne coordination avec les autorités sur terrain, parce qu'une solidarité où des biens, de la nourriture, etc..., des équipements viennent tous azimuts. Si ce n'est pas bien coordonné, ça pose aussi des problèmes pour la réponse.

Question 7

Ange Gabriel Ngalamulume/ La Justice : J'aimerais revenir sur la question posée tout à l'heure par notre consœur de la BBC. Et la raison en fait, la question était claire, mais la réponse, je n'ai pas bien entendu, mais j'aimerais poser cette question sous une autre forme. La raison principale qui justifie la présence de la MONUSCO en RDC, c'est le maintien et la stabilisation de la paix. Est-ce que nous pouvons dire qu'en RDC, la MONUSCO a réussi sa mission, est-ce qu'il y a la paix ? En d'autres termes, s'il n'y a pas la paix, est-ce que la MONUSCO a encore la raison d'être en RDC ? C'est la question que je pose. Tout à l'heure,



Organisation des Nations Unies

Madame, vous avez déploré la présence des groupes armés CODECO, Zaïre, M23 qui sèment la terreur, la désolation, et j'en passe. Que fait la MONUSCO ? Est-ce que la MONUSCO, en tant que partenaire stratégique du gouvernement, n'a pas de mesures coercitives pour empêcher que ces groupes ne puissent pas continuer à opérer comme nous le voyons ? Merci.

Représentante spéciale du Secrétaire général des Nations Unies en République démocratique du Congo [Mme Bintou Keita] : Juste pour recadrer puisque les questions tournent toujours autour des mêmes choses. Le 1^{er} août 2022, le chef de l'État a demandé la réévaluation du plan de transition de la MONUSCO. Et précisément sur la base que le travail de la MONUSCO amplifié, repris par la population et que le travail de neutralisation des groupes armés n'est pas à la hauteur des attentes. Et lorsqu'on me pose la question MONUSCO, vous avez dit vous-même, c'est en partenariat en appui avec les FARDC. Donc pour moi, de regarder les conversations que nous avons actuellement, c'est de dire comment est-ce que s'exerce ce partenariat de façon efficace, après autant d'années puisqu'il s'agit de 20 ans ou même plus, par rapport à ce qui existe des groupes armés et les exactions que commettent les groupes armés.

Intellectuellement, je suis toujours surprise du fait que c'est toujours un des partenaires qui est indexé dans la réponse qui doit être une réponse collective et de partenariat. Qu'à cela ne tienne, le pays a acté et a dit, et ça, c'était déjà au niveau du Conseil de sécurité depuis 2020. En fait, depuis 2020, le Conseil de sécurité a dit « la MONUSCO va se retirer de la RDC ». La MONUSCO va se retirer de la RDC, la MONUSCO s'est retirée de plusieurs provinces de la RDC sur les 26 provinces, on est plus que dans trois. Et le Conseil de sécurité a aussi dit pour que la MONUSCO parte, la montée en puissance des FARDC, des forces de sécurité du pays est essentielle. Et vous tous, en analysant objectivement la situation, on sait qu'en ce moment, depuis l'année dernière, il y a une politique de défense nationale qui a été présentée, il me semble que c'était en décembre, par l'ancien ministre de la Défense. Et en septembre, il y avait aussi une loi de programmation militaire qui montre que le pays est conscient que pour toucher d'une façon solide les groupes armés tels qu'ils existent maintenant, il faut une armée qui est en puissance. Et on voit les différentes manières dont le pays est en train d'aller dans cette direction.

Donc par rapport à cette direction et par rapport au fait que nous, en tant que MONUSCO, nous avons aussi subi, au fur et à mesure, des coupes budgétaires non pas de budget de la RDC, mais des coupes budgétaires que les différents États membres contribuent pour la Mission, nous nous retrouvons avec aussi des moyens qui ne sont pas nécessairement les moyens que nous avons auparavant par rapport à ce qui se passe en ce qui concerne la défense et la neutralisation des groupes armés.

Donc si on met tout ça ensemble, ce qui se passe au niveau du pays et ce qui se passe au niveau de la mission elle-même, à la fin, on peut dire OK, puisqu'il y a maintenant un bon maillage pour les FARDC.



Organisation des Nations Unies

On a la Mission MONUSCO et on a aussi en plus dans le contexte actuel, la Force régionale, les opérations militaires bilatérales, il y a beaucoup d'acteurs qui sont dans le même théâtre d'opération, le Secrétaire général de l'ONU a dit, dans ce contexte, puisqu'il y a des attentes que la RDC dit la MONUSCO n'a pas remplie mais que les autres opérations qui sont dans l'environnement vont remplir, on demande aux membres du Conseil de Sécurité de soutenir les efforts de la Région, les efforts régionaux, les initiatives de Nairobi et de Luanda pour faire en sorte que nous on puisse dire : non, écoutez... nous pouvons nous dégager. Et je pense que la demande, c'est d'une manière accélérée de ce qui se passe sur terrain. Donc, d'une certaine manière, vous avez fait notre évaluation puisque c'est ce que j'entends répéter systématiquement.

Quand vous dites est-ce que la présence elle est toujours nécessaire ? Certains nous ont déjà dit l'année dernière, partez !!! D'autres nous ont dit mais pas encore, après un certain temps. Donc, vous avez toutes les opinions qui sont dans le public. Et pour nous, ce qui est important, quel que soit le timing et le plus tôt, d'une certaine manière, c'est le mieux pour répondre aux demandes du pays, c'est de faire en sorte qu'on le fasse d'une façon responsable. Nous, ça c'est la posture que nous avons nous. Mais bien évidemment, comme vous le savez, les décisions du Conseil de Sécurité sont celles-là qui constituent notre mandat.

Question 8

Amiral Senghor/ Le Renouveau (Goma) : Madame, malgré les décisions de Nairobi et de Luanda, le M23 campe toujours sur ses décisions dans le Rutshuru et Masisi. Il y a déjà la Force de l'EAC jugée observatrice par Kinshasa. Bientôt, il y aura le déploiement de la Force de la SADC. Comment la MONUSCO va devoir se comporter face à ces différents partenaires de la RDC ? Merci

Représentante spéciale du Secrétaire général des Nations Unies en République démocratique du Congo [Mme Bintou Keita] : Encore une fois, les décisions d'avoir la Force régionale, les forces de la SADC, et là j'aimerais faire une petite distinction car les Forces de la SADC nous les avons au sein de la FIB. Nous avons la République sud-africaine, le Malawi, nous avons la Tanzanie. Et au-delà de ces forces de la SADC, nous avons aussi le Népal et le Kenya qui font partie des autres groupes.

Pour ce qui concerne donc la coexistence de la MONUSCO avec toutes ces autres forces, je l'ai dit, c'est plutôt avoir une coordination sur terrain, puisque les opérations se passent sur terrain. Ce n'est pas à Kinshasa, ce n'est pas ailleurs, c'est dans la zone du Petit Nord que cette coordination doit s'effectuer et au mieux par rapport au mandat respectif de la Force régionale et au mandat de la MONUSCO. Je ne sais pas si je peux aller plus loin que cela puis qu'encore une fois, ce sont des décisions qui sont faites par les chefs d'Etat de la Communauté de l'Afrique de l'Est. Ce sont aussi des décisions qui ont été faites au niveau de la SADC et je pense qu'il y aura des réunions incessamment, sous peu. Pour ce qui concerne la CIRGL, je pense que c'est début juin. Mais pour ce qui concerne la SADC, il me semble qu'il y aura des réunions qui vont instruire, en tout cas, comment cela va se passer concrètement sur terrain. Mais nous, notre rôle ça sera toujours jusqu'au moment où on part du Congo, d'être dans une posture de collaboration, coopération avec les autres Forces qui sont sur terrain.



Organisation des Nations Unies

Question 9

Augustin Ndarama/ Le Recueil.net : Madame, vous avez parlé du rapport des droits de l'homme dans la province de l'Ituri sous l'état de siège et que la milice CODECO est entrain de semer la terreur chaque jour. Quand est-ce que vous allez aussi parler de l'administration de Bunagana, des territoires sous occupation du M23 ? Est-ce que la MONUSCO a les mains mises sur ces zones occupées par le M23 pour leur rapport des droits humains ?

Et nous parlons souvent de l'insécurité en République démocratique du Congo. Ça quitte l'Est et ça arrive à l'Ouest avec l'apparition de la milice Mobondo. Est-ce que la MONUSCO est au courant qu'il y a une nouvelle milice dans le Grand Bandundu ? Cette milice a le même mode opératoire que celui qui a commencé en Ituri, à Djugu. Aujourd'hui, on tue la population avec la machette, la flèche comme cela s'est passée à Djugu. N'est-ce pas une façon pour la MONUSCO aussi de rester d'une manière un peu longtemps en République démocratique du Congo puisque à l'Est, aujourd'hui à l'Ouest, vous ne voyez pas que la mission de la MONUSCO va toujours continuer à durer en RDC ?

Représentante spéciale du Secrétaire général des Nations Unies en République démocratique du Congo [Mme Bintou Keita] : Je crois vraiment, par rapport à votre question, que je vais répéter ce que j'ai déjà dit. Le Conseil de Sécurité, déjà depuis 2014, est dans une logique où la Mission MONUSCO doit partir de la RDC. Donc, tout narratif qui consiste à dire que la multiplication des conflits ou la prolifération des groupes armés qui sont en fait des fragmentations des groupes armés qui se passent. On a 2, 3 personnes qui prennent des armes, on intitule cela un groupe armé. Et j'entends un narratif qui dit qu'il y a plus de 120 groupes armés dans le pays. Je crois qu'il faudrait vraiment revoir cela. Est-ce qu'une, deux, trois personnes qui se regroupent, c'est un groupe armé ? Un groupe armé c'est avec une chaîne de commandement, c'est avec différents modes opératoires. Donc, ce narratif, pour moi un peu complotiste que la MONUSCO serait encore intéressée à rester en RDC ne correspond pas à une réalité objective. Je vous ai dit qu'on s'est retiré des Kasai en 2021, on s'est retiré du Tanganyika en 2022. Et on a bien l'intention de se retirer de Kivu, que ce soit le Nord-Kivu et le Sud-Kivu et aussi de l'Ituri.

Donc, c'est une trajectoire qui est inéluctable. Il n'y a pas de retour en arrière. Je n'ai pas entendu le Conseil de Sécurité nous dire arrêtez et vous allez continuer à rester ad vitam aeternam en RDC. Je n'ai pas entendu cela. Donc, tout narratif allant dans ce sens, ça peut faire plaisir pour alimenter les réseaux sociaux comme on le voit en général mais cela ne correspond pas à une réalité objective.

Alors, il y avait trois questions qui étaient interconnectées sur la question des droits de l'homme, etc... nous, on continue à faire notre travail que ce soit dans le Petit Nord, dans le Nord-Kivu, en Ituri et aussi au Sud-Kivu. Et même en ce qui concerne les aspects où on n'est pas déployé en tant que MONUSCO, les agences, fonds et programmes [y sont]. Vous savez que notre Bureau Conjoint de Droits de l'homme a une partie, qui fait partie du mandat de monitoring de la Mission mais elle a aussi un autre pied qui fait qu'elle est Agence, Fonds et Programme du système des Nations Unies en tant que Haut-Commissariat aux Droits de l'Homme. Donc, dans cette responsabilité, dans ce double



Organisation des Nations Unies

chapeau, lorsqu'on est dans des zones où nous ne sommes pas déployés, avec nos troupes, le Bureau Conjoint des Droits de l'Homme continue de faire son travail. Et quand on n'a pas accès direct, ce qui se fait, il y a des modalités d'interview, d'entretien croisés, recroisés parce que chaque donnée que nous publions, je peux vous dire que ça fait l'objet de plusieurs vérifications. Il y a un degré de vérification extrêmement élevé dans la méthodologie que suit le Bureau Conjoint des Droits de l'Homme. Donc, il n'y a pas une différence dans le suivi et le monitoring que nous faisons par rapport au Petit Nord et aux autres zones où nous nous trouvons. Et bien évidemment, peut-être que les collaborateurs, à un moment donné, vont me proposer d'avoir un dossier spécifique, une thématique précise sur le Petit Nord ou d'autres. Mais, c'est en fonction de leurs conseils que nous regardons cela.

Question 10

Laetitia Masela/Journaliste RTNC2: Madame Bintou, depuis que vous êtes en République démocratique du Congo, avez-vous évalué le nombre de morts qui s'est enregistré dans la partie-Est du pays ? Que ça soit les Casques bleus, les FARDC, la population ? Ma deuxième préoccupation : le secteur humanitaire trouve du travail tous les jours dans l'Est de la République démocratique du Congo. Comment arrivez-vous à intervenir souvent là-bas ? Signez-vous des documents pour y être protégés ?

Représentante spéciale du Secrétaire général des Nations Unies en République démocratique du Congo [Mme Bintou Keita] : Juste pour être claire, je ne suis pas une agence humanitaire. Nous avons un rôle de protection d'escorte avec les troupes, fournir des escortes aux humanitaires. J'ai un chapeau qui est celui d'agent habilité pour la sûreté et la sécurité, c'est-à-dire que nous avons toute une équipe qui travaille à évaluer la situation sécuritaire pour le déplacement des humanitaires mais aussi pour le déplacement de tout le personnel qui dépend du système des Nations Unies, en général. Et quelque fois, nous avons des échanges sur la situation sécuritaire avec d'autres partenaires pour bien évaluer les situations. Moi je me déplace sur terrain régulièrement. Ma dernière tournée, c'était juste celle de Kalehe, c'était une journée. Mais la plus longue, c'était du 27 février au 4 mars, avant la visite de la délégation du Conseil de sécurité qui était du 9 au 12 mars. Et jusqu'à preuve du contraire, je me déplace partout et je n'ai pas noté quelque chose de particulier. Je sais qu'il y a beaucoup de gens même à Kinshasa, quand je leur parle de mes déplacements sur terrain, qui ont l'impression que toute la partie de l'Est du pays, c'est une zone extrêmement dangereuse.

C'est vrai pour la population civile qui est attaquée, mais on arrive quand même à circuler dans l'Est du pays. D'ailleurs, il y a beaucoup de gens qui sont à Goma et beaucoup de gens qui sont aussi au Sud-Kivu et en Ituri. Mais si votre question, c'est : est-ce qu'on doit négocier et avoir des papiers ? Moi, je n'ai pas entendu quelque chose de cette nature.

Par rapport au nombre de morts, là-dessus, un moment donné quand je suis arrivée en 2021, je me posais la question, est-ce qu'il faudrait un décompte de tous ceux qui ont perdu la vie à l'Est du pays ? Là aussi, pareil, puisque nous avons notre Bureau Conjoint des Droits de l'homme qui fait son travail, on peut mettre tous les rapports les uns à la suite des autres et on aura une image très précise de la situation des pertes en vies humaines et des blessés dans l'Est du pays.



Organisation des Nations Unies

Question 11

Joël Balinda/ Radio Télévision communautaire CANDIP (Bunia) : Madame, vous avez parlé de la situation sécuritaire qui sévit dans la province de l'Ituri, essentiellement à Djugu, où des problèmes énormes de l'insécurité continuent encore à exister. Et aujourd'hui, il y a certains sites de déplacés tel que les sites de Roe, de Bule, et d'autres sites de l'Ituri parsemés dans le territoire de Djugu qui, jusque-là suite à son enclavement ne facilite pas à la population de se mouvoir. Alors je voudrais savoir quelle serait la perspective qu'envisage la MONUSCO pour sécuriser tous ces sites parce que jusque-là, nous enregistrons des cas des morts, des cas des massacres des populations qui sont à la recherche des produits champêtres, et sont plus exposés à des tueries et des massacres. Alors, quelles sont les dispositions que la MONUSCO a prises jusque-là pour que les routes de dessertes agricoles soient ouvertes pour cette population qui cherche à vivre ? Merci.

Représentante spéciale du Secrétaire général des Nations Unies en République démocratique du Congo [Mme Bintou Keita] : Comme votre question est spécifique par rapport aux routes de desserte agricole. J'ai eu cette question lorsque j'étais justement en Ituri et pour votre information, je suis allée plusieurs fois au site de Roe où nous avons des dizaines de milliers de personnes déplacées qui sont protégées par les casques bleus. Les femmes nous ont dit qu'elles avaient besoin de protection pour aller dans leurs champs et revenir.

Donc pour ce qui concerne les dessertes agricoles, là aussi il y a une autorité provinciale avec laquelle nous discutons et nous disons, il faut une approche de partenariat pour faire en sorte que partout où il faut sécuriser, que ce soit avec l'autorité, les FARDC, la PNC, qu'il y ait une combinaison avec les casques bleus. Et ça me fait rebondir sur une question de madame qui disait qu'il y a des casques bleus qui ont tué des personnes civiles et je pense que le point que madame faisait était d'aller sur ce que nous avons entendu l'année dernière par rapport à ceux qui doivent protéger et qui arrivent dans des situations que vous avez mentionnées.

Et là, pareil pour Roe, ce que je peux dire c'est que 24h sur 24, 7 jours sur 7, pendant des mois et des années où les casques bleus sont dans cette zone et font de leur mieux pour protéger contre les attaques et les attaques de représailles de CODECO et Zaïre et dans certains cas où il y a d'autres groupes mais, c'est essentiellement ceux-là.

Desserte agricole, ce n'est pas le mandat premier que nous avons. Mais en partenariat avec les QIPS, le projet à impact rapide, nous faisons de notre mieux pour déblayer des routes, pour faciliter l'accès et la sécurisation. Mais pour quelque chose de durable, il va falloir que ce soit avec les autorités du pays.

Question 12

Grâce Bunda/ GB Plus Infos TV : Mme Bintou Keita, ma question est celle-ci : la RDC est une scène théâtrale de toutes les structures du monde au nom de la paix. Mais il y a un constat, c'est que nous avons constaté que malgré toutes ces structures, la situation ne change pas, elle



Organisation des Nations Unies

reste pareil et au contraire, je dirai que ça s'aggrave encore. Quelle est la lecture et la position de la MONUSCO par rapport à toutes ces choses qui se passent dans la terre congolaise ?

Représentante spéciale du Secrétaire général des Nations Unies en République démocratique du Congo [Mme Bintou Keita] : Bien évidemment, nous sommes dans le pays et nous faisons le constat de la détérioration de la situation sécuritaire malgré tous les efforts, de tout le monde. Et la question, c'est comment est-ce que nous allons toucher les causes profondes qui amènent à la situation que nous voyons ? Et là, nous avons des solutions à la fois, à court, à moyen et à long terme. Et je pense que c'est là-dessus qu'il va falloir se pencher au-delà des outils externes qui viennent pour essayer d'apporter un soulagement aux questions qui sont posées. Pour moi, je ne veux pas aller plus en profondeur, mais juste de vous répondre que les causes profondes on les connaît tous et ce sont ces causes profondes qu'il faut attaquer et quand je dis « attaquer », en posant bien évidemment des interventions, des programmes et en établissant la présence de l'Etat dans ces zones qui sont les plus reculées où la présence de l'Etat ferait une différence.

Nous avons des initiatives qui concourent. Par exemple à Kalehe, j'étais là-bas, il y a deux ans pour l'inauguration de la réhabilitation d'un bâtiment pour l'administrateur du territoire. Dans d'autres, nous avons des tribunaux que nous réhabilitons ou construisons. Nous avons des espaces dans des prisons pour désengorger. Mais tout ça, pour que ça tienne sur la durée et concourir à réduire les situations que nous voyons, vont aussi appeler à la question de la gestion des ressources naturelles d'une manière légale pour faire en sorte que nous puissions sortir des problématiques à court terme pour que le pays puisse bénéficier des dividendes des ressources dont il dispose et qui pour l'instant, sont ou bien en prédation de différentes manières, de façon mafieuse et d'un autre côté, il y a des efforts qui sont en cours pour regarder tout ce qui concerne la gestion des mines qui est aussi une des dimensions par rapport à ce que nous constatons.

Et si on dit la RDC est un pays solution, je crois que personnellement, j'ai bon espoir qu'avec le plaidoyer que fait la RDC avec l'autorité gouvernementale maintenant sur la RDC pays solution, la question de l'environnement et du changement climatique etc., il y a une possibilité d'arriver à un cadrage différent des interventions et des accompagnements pour la RDC. Ça c'est mon opinion, les causes profondes sont celles qu'il faut vraiment toucher de manière continue et systématique pour arriver à réduire tout ce que nous voyons. Et peut-être par rapport aux groupes armés, je ne l'ai pas beaucoup mentionné mais il me semble que la mise en œuvre du PDDRC/S est absolument fondamentale puisqu'en ce moment et dans toutes les tournées que j'ai faites, je me rend compte que s'il y a des groupes qui sont radicalisés, il y a quand même beaucoup de gens qui sont dans les groupes [armés] mais c'est parce qu'il n'y a pas d'autres alternatives, il n'y a pas d'emplois, il n'y a pas de débouchés sur lesquels, surtout les jeunes gens pourraient se raccrocher pour être utile finalement à la société ou aux communautés dans lesquelles ils sont insérés.

Et sur le long terme, on revient à l'une des priorités que j'avais mentionnée par rapport à notre mandat, qui concerne la Réforme du Secteur de la Sécurité. Et là-dessus, encore une fois, on aura des activités à court terme mais ça se construit sur du long terme. Et je sais que les autorités sont penchées sur la



Organisation des Nations Unies

question et vont continuer à se pencher sur ces questions pour le temps, les mois et les années qui viennent. Indépendamment de la présence ou non de la MONUSCO pour ne pas retomber sur le narratif, je pense que c'était encore ici, il y a des questions, en fait ce ne sont pas des questions, ce sont des commentaires pour nous dire qu'on créerait des situations pour rester. Mais comme je vous le dis, ce n'est absolument pas dans la vision du Conseil de sécurité qui nous donne notre mandat. Ils sont dans une logique où nous devons partir.

Question 13

Badibanga Poivre d'Arvor/ Le Potentiel (Bukavu) : Mme Bintou Keita, on sait que les affrontements entre le M23 et les FARDC ont forcé plus de 900 000 personnes à se déplacer. Les besoins humanitaires étant immenses, vous avez promis de plaider pour la mobilisation des ressources pour évidemment pouvoir mettre en œuvre le plan de réponse humanitaire estimé aujourd'hui à hauteur de 2.5 milliards de dollars. Ma question est celle de savoir, ou en êtes-vous avec ce plaidoyer éloquent ?

Madame, je voudrais aussi exprimer tout haut un vœu. Pouvez-vous nous accorder le privilège de vous accompagner pour le besoin de reportage au prochain Conseil de sécurité des Nations Unies s'il vous plait, ce sera un vaste honneur pour nous en tant que reporter et journaliste. Mme Bintou comprenez notre passion pour l'ONU.

Représentante spéciale du Secrétaire général des Nations Unies en République démocratique du Congo [Mme Bintou Keita] : Sur la question de mobilisation des ressources, c'est extrêmement compliqué et complexe dans l'environnement dans lequel nous nous trouvons en ce moment par rapport à la concomitance de plusieurs crises dans le monde et d'en faire entendre les besoins importants de la RDC, ce n'est pas facile. Mais ce que je sais, c'est que dans le briefing au Conseil de sécurité, la dernière c'était le 29 mars dernier et l'avant dernier, c'était en décembre, vous verrez systématiquement que dans mes communications publiques, j'appelle la communauté internationale et les donateurs à être généreux pour les besoins extrêmement élevés pour la RDC.

D'ailleurs, le coordonnateur humanitaire, M. Bruno Lemarquis, dans quelques jours par rapport à la mobilisation des ressources, va faire une tournée en Europe avec aussi les autorités de ce pays pour montrer que les besoins humanitaires, vous l'avez dit, 2,5 milliards de dollars pour appuyer 10 millions de personnes en RDC en besoins urgents. C'est une façon d'accroître, au-delà de ma voix dans les différents endroits et les interactions que j'ai avec les donateurs, de pouvoir accroître l'attention de la communauté internationale sur les besoins de la RDC. Donc, ça, c'est l'aspect mobilisation, nous faisons autant que nous pouvons pour porter les besoins à l'attention de tous.

Maintenant comment est-ce que c'est financé, je pense que lorsque j'ai fait la conférence de presse à Goma, le 4 mars [dernier], j'ai dit que pour le 1,8 milliard de dollars de besoins humanitaires pour la RDC en 2022, on était arrivé à 48% de financement de cet appel de fonds humanitaire. On espère que pour cette année, on sera dans une situation différente. Mais je crois que ça prend le concours de tous



Organisation des Nations Unies

et de toutes pour cette mobilisation qui va devoir continuer en dépit, comme je l'ai dit de la concomitance de plusieurs crises dans le monde.

Et finalement par rapport à votre demande qui est celle de faciliter un déplacement au briefing du Conseil de sécurité, vous savez, c'est un briefing qui se passe en direct et je crois que beaucoup le suivent en direct en ligne. Donc, je ne peux pas faire de promesse que je ne pourrai tenir. Et en plus, il faut voir l'utilisation des ressources qui sont à notre disposition en bon père ou en bonne mère de famille. Donc, c'est ce que je peux répondre à votre demande.

Porte-parole de la MONUSCO par intérim [Ndeye Khady Lo] : Merci, nous sommes arrivés au terme de cette conférence de presse, nous allons rendre l'antenne à nos collègues de Radio Okapi pour le journal. Merci d'être venus nombreux. Merci aussi à nos collègues des secteurs qui étaient connectés depuis Bunia, Bukavu et Goma.